

LES RUES PRISES D'ASSAUT APRÈS LA PRIÈRE DU VENDREDI

Alger marche pour Ghaza

Des milliers de personnes ont participé, hier, dans les rues d'Alger, à des manifestations de solidarité avec les populations de Ghaza. Les marches se sont poursuivies durant toute l'après-midi.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Treize heures quarante-cinq, la place des Martyrs est prise d'assaut par une foule compacte, des fidèles sortis de Djamaâ El-Kbir et de la mosquée Ketchaoua. Banderolles à la main, ils scandaient des slogans hostiles à Israël, aux Etats-Unis et à l'Egypte. Quelques dizaines de policiers anti-émeutes font barrage aux manifestants pour les empêcher de se diriger vers l'avenue Zighoud-Youcef. La foule grossit à vue d'œil. Les forces de

l'ordre paraissent dépassées. Des policiers en civil tentent d'isoler les meneurs. Ils sont dirigés vers le siège du commissariat du 3^e arrondissement. Mais la situation dégénère très vite lorsqu'un autre groupe de manifestants, beaucoup plus nombreux, arrive de Bab-el-Oued. Brisé, le barrage de police ne peut plus résister.

Des milliers de personnes remontent en quelques minutes l'avenue Zighoud-Youcef.

Deux fourgons des Unités républicaines de sécurité (URS)

arrivent, toute sirène hurlante. Mais les renforts ne serviront qu'à ralentir de quelques minutes la déferlante.

La foule arrive au niveau de l'hôtel Safir où éclatent des échauffourées. La situation se calme progressivement. L'avenue Zighoud-Youcef se transforme en point de ralliement d'une multitude de groupes de manifestants en provenance des quartiers de Bérouizdad, Hussein-Dey, Kouba et El-Harrach. Les Algérois sont sortis en masse pour soutenir Ghaza. La procession se dirige ensuite vers le centre-ville. Elle passe par le boulevard Asselah, la Grande-Poste, place Audin puis

remonte très vite la rue Didouche-Mourad. Les marcheurs ont pour objectif d'atteindre l'ambassade des Etats-Unis, située sur les hauteurs d'Alger. Mais la marée humaine est stoppée nette à proximité du palais du Peuple par un dispositif impressionnant des URS. Les policiers anti-émeutes n'hésitent pas à frapper fort. Un début d'émeute éclate. De jeunes manifestants répliquent en jetant des pierres et des chaussures. La foule fait finalement marche arrière et s'enfuit en direction de la place du 1^{er}-Mai. Les marches se sont poursuivies ainsi jusqu'aux environs de 18 heures.

T. H.

POURSUITE DES BOMBARDEMENTS CONTRE GHAZA

Israël nargue le Conseil de sécurité de l'ONU

Avec le refus d'Israël d'obtempérer à sa Résolution 1860 portant cessez-le-feu immédiat, le Conseil de sécurité de l'ONU aura entamé le peu de crédibilité qui lui restait. L'armée israélienne a, en effet, fait fi de l'appel onusien et a poursuivi vendredi ses bombardements sur Ghaza, allongeant la liste des victimes qui, selon des sources hospitalières palestiniennes, a atteint 782 morts et 3200 blessés. Vendredi, 25 Palestiniens, au moins, ont été tués.

Sofiane Aït-Ilflis - Alger (Le Soir) - Le veto américain n'ayant pas joué cette fois-ci, Israël saborde d'elle-même, sans l'entremise de son plus fidèle allié qui s'est abstenu de voter, l'initiative diplomatique onusienne, en se postant en marge et contre la légalité internationale. Sa réaction à la Résolution 1860 du Conseil de sécurité ne s'est pas fait attendre. Un nœud catégorique est ainsi opposé à l'appel onusien pour un cessez-le-feu immédiat et durable et l'évacuation des troupes de la bande de Ghaza. Pour justifier le maintien de son offensive militaire, Israël a prétexté que la résolution onusienne ne garantissait pas l'arrêt des attaques du mouvement Hamas. Dans un communiqué rendu public hier, le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, a informé que les opérations militaires vont se poursuivre dans la bande de Ghaza. Le même Olmert a indiqué, alors que se tenait un conseil de sécurité extraordinaire de l'Etat hébreu, que «Israël n'a jamais accepté qu'une influence extérieure décide de son droit à défendre ses citoyens.

L'armée continuera d'opérer pour défendre les citoyens d'Israël». Le mouvement Hamas, de son côté, n'a pas accueilli favorablement la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Dans une déclaration à la télévision Al-Arabiya, Nazzal Mahmoud, membre du bureau politique du Hamas basé à Damas, a déclaré que le mouvement n'était «pas concerné» par cette résolution. «Le Hamas n'est pas prêt à capituler ou à hisser le drapeau blanc», a ajouté M. Nazzal, le plus haut responsable du mouvement à s'être exprimé après l'adoption jeudi de la Résolution 1860. Il a informé, par ailleurs, qu'une délégation du Hamas se rendrait aujourd'hui au Caire pour de nouvelles discussions sur l'initiative égyptienne en vue d'un cessez-le-feu dans la bande de Ghaza. Ceci pendant qu'à Ghaza, un haut responsable du Hamas, Ayman Taha, déclarait à l'AFP: «Bien que nous soyons le principal acteur sur le terrain dans la bande de Ghaza, nous n'avons pas été consultés à propos de cette résolution et il n'a pas été tenu compte de notre vision et des intérêts de notre peuple. Par conséquent, nous ne nous estimons pas concernés par cette résolution et lorsque les différentes parties voudront l'appliquer, elles devront traiter avec ceux qui sont en charge sur le terrain», c'est-à-dire le Hamas, a-t-il ajouté. Ni Israël, ni Hamas n'expriment donc une intention de se soumettre à la résolution de l'ONU. Ce qui fait que, sur le front, les accrochages se poursuivent. Israël ne fait pas dans le discernement. Les populations civiles constituent les principales victimes. L'ONU a dénoncé le bombardement d'un site où étaient réfugiée une centaine de personnes, faisant 30 morts. Même un convoi de l'agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palesti-

niens (UNRWA) n'a pas été épargné. Un chauffeur a été tué. Suite à cela, l'UNRWA a été contrainte de suspendre ses activités dans la bande de Ghaza. Côté solidarité avec le peuple palestinien, les rues arabes ont grouillé de manifestants ce vendredi, malgré les attitudes timorées des régimes. La manifestation la plus importante a eu lieu à Alexandrie, dans le nord de l'Egypte, où au moins 50 000 personnes s'étaient rassemblées après la prière, selon un responsable des services de sécurité. A Amman, la police a empêché plus de 2 000 manifestants de marcher sur l'ambassade d'Israël. En Cisjordanie, des heurts ont opposé des sympathisants des partis rivaux, Fatah et Hamas, lors d'une manifestation à Ramallah. Des milliers de Palestiniens participaient à deux marches distinctes, l'une à l'appel du Hamas qui contrôle Ghaza et l'autre à l'appel de factions nationalistes, notamment le Fatah du président Mahmoud Abbas, rival du Hamas. Les forces de l'ordre palestiniennes ont interpellé des manifestants pro-Hamas. Au Koweït, quelque 3 000 Koweïtiens et ressortissants arabes ont manifesté, dénonçant la participation, selon eux, de certains pays arabes au blocus de ce territoire. A Bagdad, plus de 2 000 partisans du leader radical chiite irakien Moqtada Sadr ont manifesté dans leur bastion de Sadr-City contre Israël et les Etats-Unis, «partenaire du régime sioniste». En Europe, plus de 2 000 personnes ont manifesté à Athènes et Salonique à l'appel de la jeunesse du Parti communiste grec (KKE) et du Front syndical du Parti communiste grec (Pame). Plusieurs centaines de musulmans bulgares ont manifesté à Plovdiv, dans le centre de la Bulgarie, selon la radio nationale.

S. A. I.

SESSION ORDINAIRE DU COMITÉ CENTRAL DU PT

Hanoune prête à participer à «toutes» les marches de soutien à la Palestine

Après l'échec de la tentative de rassemblement initiée par le Parti des travailleurs (PT), sa secrétaire générale, résignée, a expliqué vendredi que sa formation politique était prête à prendre part à «toutes» les marches organisées en soutien au peuple palestinien.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Hanoune a profité de la tenue de la session ordinaire du comité central de son parti pour affirmer haut et fort que l'essentiel pour le PT était d'afficher sa solidarité aux Palestiniens sans se soucier du cadre. En d'autres termes, que les manifestations soient organisées par l'admini-

stration ou par un autre parti politique, le PT serait partant. A l'occasion de sa présentation du rapport d'ouverture, la SG du PT a, une fois de plus, dénoncé l'agression israélienne ne ratant pas l'occasion de critiquer la position de certains régimes arabes qualifiés de «traîtres». Tout en saluant la posi-

tion officielle algérienne, Hanoune a estimé, néanmoins, que cette dernière aurait pu être confortée par une expression populaire plus libre. Hanoune a estimé récemment que «l'interdiction des marches ne doit pas être une constante nationale. A situation exceptionnelle, traitement exceptionnel. Le peuple algérien ne peut rester en marge de l'humanité», a-t-elle déclaré, appelant l'Algérie à prendre des mesures plus audacieuses, telles que le gel de l'accord d'association avec l'UE

ainsi que la participation à l'UPM, la suspension de l'adhésion à la zone de libre-échange arabe et sa participation à la Ligue arabe. «L'Algérie ne doit pas accepter le nivellement par le bas. Elle ne peut pas faire des concessions à ces pays jusqu'à renier ses positions de principe», dit-elle avant d'ajouter que «la Ligue arabe a montré à quel point elle pouvait être servile. Beaucoup de chefs d'Etat qui y siègent ont enterré à plusieurs reprises la question palestinienne».

N. I.

ALORS QUE HARRAOUBIA RASSURE

Les syndicats de la santé en concertation aujourd'hui

Les hospitalo-universitaires (professeurs, docents et maîtres-assistants) seront en assemblée générale ce matin au Centre Pierre et Marie Curie du CHU Mustapha-Pacha. Ils étudieront les propositions faites par les deux ministres, MM. Saïd Barkat, et Rachid Harraoubia, lors de la réunion qui a regroupé les trois parties mardi dernier.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Sortis déçus de celle-ci, les deux syndicats rendront compte à l'assemblée générale, qui est l'organe souverain de décision, du contenu des discussions avec les ministres de la Santé et de l'Enseignement supérieur. Pour sa part, le département de Harraoubia a

rendu public hier un communiqué, dans lequel il réitére sa disponibilité à prendre en charge les revendications socioprofessionnelles des enseignants et chercheurs hospitalo-universitaires, en particulier celles qui sont du ressort de son secteur. Il invite les syndicats à rejoindre le groupe de travail mixte installé le 4 juin 2008 entre le ministère et les partenaires sociaux, le Cnes en l'occurrence.

Ce groupe était chargé de l'élaboration commune de propositions entrant dans le cadre du régime indemnitaire des enseignants chercheurs. Cependant, les syndicats ont exprimé d'ores et déjà leur refus de siéger dans des commissions qui n'ont jamais abouti à un résultat. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique s'est dit prêt à prendre en charge le versement de la prime de soutenance de thèse de doctorat,

ainsi que la question des projets de recherche entant dans le cadre du programme CNEPRU. De son côté, le ministre de la Santé et de la Réforme hospitalière s'est engagé, à la même occasion, à attribuer une indemnité aux hospitalo-universitaires concernant la rétribution de leurs activités en matière de santé.

Le communiqué indique «qu'une commission a été installée pour la confection d'un texte réglementaire régissant cette rétribution dans les plus brefs délais». Une proposition qui reste toutefois incompréhensible pour les syndicats, qui préfèrent d'abord la promulgation du statut particulier et l'ouverture du dialogue sur le régime indemnitaire.

L'assemblée générale d'aujourd'hui décidera toutefois du maintien ou de la suspension de la grève, qui va entamer sa deuxième semaine.

R. M.

KARIM TABOU À TIGZIRT :

«Le FFS ne participera pas à l'élection présidentielle»

Karim Tabou, premier secrétaire du FFS, est venu jeudi dernier à Tizirt réveiller une daïra politiquement léthargique, depuis les gestations qui ont suivi l'installation des exécutifs locaux à la fin 2007 où le FFS est exclu de la gestion des affaires des trois communes. Dans la salle de cinéma Mizrana archicomble et durant plus de trois heures de conférence-débat, l'orateur a fait le tour d'horizon de la situation politique et sociale du pays, de la prochaine élection présidentielle en revisitant la période de l'après-indépendance, pour revenir sur l'inévitable confusion dramatique de la dernière décennie, en déplorant le manque de mobilisation des pouvoirs publics face à l'infâme agression de l'armée israélienne contre Ghaza. D'emblée, Karim Tabou a tiré à boulets rouges sur l'ENTV qu'il traita «de partielle dans sa gestion de l'information politique, favorisant notamment les clients du pouvoir au détriment de son parti». Ensuite, le confédéré tourna en dérision les mêmes clients du pouvoir qui, avec leur affairisme véreux, «ont installé la méfiance et provoqué la rupture entre les citoyens et les politiques. Ce qui a eu pour résultat de casser toute dynamique de changement». Le confédéré appuya ses thèses avec des chiffres révélant notamment «le montant des PCD de la commune de Tizirt (2,3 milliards de centimes pour les besoins de 50 000 habitants) qui est inférieur aux salaires annuels de dix députés (3,6 milliards de centimes)». D'où la décision de boycotter les honteuses élections législatives. Par ailleurs, les pics de l'hôte de Tizirt étaient réservés aux auteurs du coup d'Etat de 1991 (arrêt du processus électoral), aux fossoyeurs du Contrat national (contrat de Rome), aux instigateurs de la violence terroriste, les responsables militaires notamment qu'il accuse, ouvertement, d'avoir créé «des groupes islamiques de l'armée» afin d'entretenir la confusion durant la décennie sanglante. Pour ce dernier, ces groupes ne sont pas à absoudre «des assassinations ciblées de personnalités, à l'exemple de Kasdi Merbah et Smaïl Yefsah» entre autres. De façon générale, ce sont tous les acteurs de l'Etat qui fonctionnent sur le principe de «tout céder à l'extérieur (richesse et souveraineté) et de tout prendre à l'intérieur (liberté et droits de l'homme...)», qui sont directement visés. Quant au débat de l'heure, à savoir la prochaine élection présidentielle, le FFS a définitivement tranché la question. Le parti de Hocine Aït Ahmed s'est attelé déjà à «la préparation des élections locales de 2010». Avant de clôturer le chapitre, le président Bouteflika, qui est «chargé de la mission de protéger les généraux quant à leur responsabilité durant la guerre civile (terrorisme), des instances judiciaires internationales» n'était pas loin de son quivive. Il est accusé «de viol répétitif de la Constitution, de mise au pas de la société, de sa substitution au choix du peuple, en décidant la dissolution des assemblées élues en Kabylie en 2005, de l'entretien de la corruption à grande échelle et enfin de tentatives de ghettoïser notre formation politique en Kabylie» comme l'a déclaré le confédéré qui a captivé l'assistance durant toute son intervention qui n'était interrompue que par des applaudissements. Durant le débat, l'affaire Ali Mecili jusque-là évitée, a fait irruption dans la conférence. Le responsable du FFS a tenu à dénoncer «le traitement mesquin de ce dossier par les autorités» et se dit être «attentif à tous les développements de l'affaire». Avant de clôturer sa sortie politique à Tizirt, Karim Tabou a mis l'accent «sur la nécessité de décentraliser l'activité politique, afin de se réconcilier avec les citoyens» qui, depuis longtemps, ont été jetés dans la cocotte-minute du pouvoir et dont ce dernier tient les leviers de pression, qu'il accentue ou diminue au gré des conjonctures» a-t-il déclaré. Dans un autre registre, les élus FFS de la commune de Tizirt ont tenu, à travers une déclaration rendue publique, à «dénoncer fermement l'élaboration des PCD de l'année 2009 en catimini par le P/APC (RCD), et ce, malgré ses promesses d'associer les élus de l'opposition». Cette gestion unilatérale ne fait que creuser le fossé entre une majorité, prête à mettre toute la commune devant le fait accompli, et une minorité, soucieuse d'une gestion transparente et démocratique du devenir de la localité, a-t-il conclu.

Mohamed Ghernaout